

**Séminaire « L'environnement, opportunité et vecteur pour l'emploi »
25 octobre 2007**

Atelier Urbanisme et environnement

Animateurs : Mathieu ANGLADE (ADEME) et Martine Pham-Quoc (Agence Régionale pour la Formation tout au long de la vie)

- présentation des objectifs + contexte
- rappel :
 - nécessité de propositions d'actions concrètes,
 - nécessité de la collectivité du portage des actions

Secrétaire de l'atelier : Céline Triolet ; DIREN Poitou-Charentes

Intervenant : Jean-Pierre Ferrand

I Réactions à l'exposé de M. Ferrand : (atelier du matin)

Virginie DUVAT-MAGNAN : géographe à l'Université de la Rochelle, responsable de formation

Le travail sur le terrain permet la production de connaissances nouvelles. L'Observatoire du littoral et de l'environnement est sur de la création de données sur le rapport environnement/ville.

Le géographe est un généraliste, au carrefour de thèmes avec une approche systémique.

Il y a des liens à créer entre le Bureau d'études et les formations universitaires face aux besoins des Bureaux d'études et face aux difficultés de trouver des sujets d'étude.

Sébastien. FORTHIN : Groupe ETUDE Michel Nicolet

Le champ des formations universitaires reste flou pour les employeurs. D'où une difficulté pour eux de s'y retrouver.

Il y aurait une cohérence à trouver entre les formations et la réalité des postes et des compétences attendues

Serge. CEAUX : Communauté d'Agglomération de Niort (CAN)

Dans les formations des Bureaux d'études, il peut être plus « facile » et pertinent d'aborder l'environnement sous l'angle pluridisciplinaire (et notamment social)

Charlène. ANGUIS : ADEME

Au-delà de la problématique faune/flore/eau il ne faut pas oublier les énergies, les transports,

...

Eve LAGLEYZE : Bureau d'études

Le thème de la faune et de la flore nécessite des spécialistes contrairement à d'autres thématiques.

Vincent PAILLARD : Bureau d'études IDTP

Ils ont une entrée spécialisée et compartimentée. Ils manquent de projets exemplaires globaux. Ils manquent de retour d'évaluation des projets.

Martine PHAM-QUOC : Agence Régionale de la Formation tout au long de la vie (ARFtlv)

Le cahier des charges n'est il pas une possibilité d'évaluation ?

Serge CEAUX : CAN

Ce n'est pas dans la culture.

Pascal DUBALLET : Communauté d'Agglomération de Poitiers (CAP)

Une culture à faire évoluer est celle de la connaissance des acteurs du territoire à impliquer. Le management de projet est une réponse qui inclut l'évaluation.

Jean-Pierre FERRAND

Il faut déjà que l'environnement soit pris en compte comme partie intégrante du projet.

Martine PHAM-QUOC : ARFtlv et Serge CEAUX : CAN

D'où la nécessité d'une base de donnée pour avoir des bases qui permettent de faire évoluer le projet.

Question à Virginie DUVAT-MAGNAN : existe-t'il des bases de données ?

Oui mais les difficultés sont liées à celles de faire de la recherche appliquée, à la nécessité d'une compilation structurée et complète, et la définition d'indicateurs pertinents.

Cyril GOMEL : DIREN

Les interventions fractionnées des acteurs sur un pas de temps restreint fractionnent la vision d'ensemble. Ce qui représente un problème pour les services de l'Etat dont les compétences portent sur l'environnement dans son ensemble.

Sébastien FORTHIN : Groupe ETUDE Michel Nicolet

Quels moyens peuvent être mis en œuvre pour financer la plus value environnementale ? Si les bureaux d'études se positionnent sur l'environnement, cela entraîne un surcoût et on n'obtient aucun marché. Que faut il faire ? Proposer tous une offre similaire ?

Jean-Pierre FERRAND

D'où le rôle des services de l'Etat dans la sensibilisation des élus : s'ils aident à l'analyse des offres, cela amènerait les communes à recruter plus cher.

Pascal DUBALLET : CAP

Il cite l'exemple du service urbanisme de la CAP qui évite de recruter le moins cher.

Eve LAGLEYZE

C'est possible au niveau des grosses villes mais les communes non conseillées recrutent le moins cher.

Sébastien FORTHIN : Groupe ETUDE Michel Nicolet

Il y a un fort besoin de l'implication de la Diren dans ces missions de conseil (cahier des charges, ...)

Cyril GOMEL : DIREN

Des outils sont à produire pour cet accompagnement.

La Diren inscrit des dotations de subventions pour la réalisation de documents d'urbanisme. Il est possible de faire évoluer les critères d'attribution de ces subventions aux collectivités. Il n'y a pas de proportionnalité entre la « taille » du document et l'importance de la problématique

Christophe MORIN : Urban Hymns

D'où l'importance de l'accompagnement et du soutien dans les choix. Les décideurs n'ont pas forcément de connaissances exhaustives de toutes les problématiques dans la conduite de la gestion d'un projet.

Pascal DUBALLET : CAP

Le cahier des charges ne doit pas être trop fermé pour permettre des initiatives des Bureaux d'études.

II - Atelier de l'Après-midi : poursuite des discussions

Marie-Claire GUILBERT : Bureau d'études

Elle est géographe et urbaniste. Elle serait intéressée pour compléter son équipe mais elle n'en a pas les moyens financiers. Elle travaille en réseau avec des Bureaux d'études extérieurs.

La mise en relation de professionnels, la mise en relation avec des universitaires lui semble un bon moyen d'acquérir des compétences.

Elle apprécie les démarches de formation en alternance.

Sylvie DANDONNEAU : SARL Uliaros Stratégie

Difficulté de l'affichage de compétences multiples pour un géographe.

Difficulté de prendre en compte l'environnement par manque de moyens. Plus il y a de spécialistes, plus le coût de la mission est élevé. L'externalisation est une réponse à plusieurs aux offres.

Martine PHAM-QUOC : ARFtlv

La commande publique doit évoluer mais si elle évolue, comment les Bureaux d'études vont évoluer ?

Les Bureaux d'études savent s'organiser pour répondre aux offres (réseau, externalisation) mais pour la suite ?

l'externalisation ne permet pas de suivi tout au long de la démarche, d'où l'intérêt de recruter.

Or les petites structures sont composées de personnes pluridisciplinaires qui n'ont pas les moyens d'embaucher.

- Propose la « coembauche » ? un « environnementaliste » embauché pour plusieurs structures ?

↳ Eve Lagleyze exprime des réserves sur cette proposition car il faut tenir compte de la concurrence, de l'éloignement géographique

Jean-Pierre COQUILLEAU : SCP Coquillaud

La concurrence fait que l'on est soit très peu de monde, soit trop nombreux sur peu de chantiers. Il pense que les domaines potentiellement porteurs en termes d'emplois sont : loi sur l'eau, assainissement, études d'aménagement, etc.

La difficulté est que l'environnement est un domaine très vaste.

Martine PHAM-QUOC : ARFtlv

En raison de cette diversité, on cherche ponctuellement des gens pour intervenir sur ces différents domaines.

Sébastien FORTHIN : Groupe ETUDE Michel Nicolet

Importance des « à côtés » de la formation tels que les centres d'intérêt (ex : engagement dans une association, etc.)

Pascal DUBALLET : CAP

Le danger pour les collectivités est de recruter sur des « étiquettes » telles que « architecte », « urbaniste », etc. Les collectivités doivent rechercher des compétences pas des diplômes.

Jean-Pierre FERRAND

En général, les Bureaux d'études « unipersonnels » sont des personnes atypiques, pour lesquelles les relations humaines sont facilitées puisqu'il n'y a qu'une personne référente.

Rappel des idées présentées dans la diapo n°19 pour améliorer la formation des Bureaux d'études :

- des journées d'échanges entre les Bureaux d'études et les services de l'Etat,
- des échanges sur des projets exemplaires.

Eve LAGLEYZE :

Souligne la difficulté de la communication en raison de l'absence de réseaux.

Serge CEAUX : CAN

Derrière les projets exemplaires, il faut aussi voir les problèmes et les difficultés rencontrés.

Jean-François LOUINEAU : Région Poitou-Charentes

La rencontre organisée à Niort sur le thème de l'habitat avec l'ADEME se voulait une 1^{ère} étape. Se propose de poursuivre en 2008 sur des champs plus techniques entre Bureaux d'études sous la forme d'atelier par exemple. → en relation avec la mission Tee ?

Jean-Pierre FERRAND

Demande ce que pense les Bureaux d'études de l'utilisation de sites Internet pour faire savoir ce que l'on fait.

Eve LAGLEYZE

Ce « dispositif » est lourd, il demande beaucoup de temps. Besoin d'une garantie, d'un estampillage → rôle à jouer de l'ADEME/Région ?

En revanche, elle est intéressée par l'utilisation des forums qui pourrait être animé par des structures reconnues → ADEME ? , CERTU ? la Région ? de même que la mise en ligne des journées techniques ce qui amorcerait un début de mise en réseau.

Jean-François LOUINEAU : Région Poitou-Charentes

Pas de possibilité de faire un site de « référence », par contre, il est possible de créer les conditions de partage d'expériences et des méthodes.

Jean-Pierre FERRAND

Questionne sur la proposition concernant les voyages d'études.

Sonia DARDE : DDE 17

Sur Internet, il existe au niveau de l'ADEME nationale des portails d'échanges.
Il existe des grilles d'analyse de projet dit Développement Durable → exploiter l'existant

Pascal DUBALLET : CAP

Certaines problématiques tardent à émerger. En effet suite aux voyages qui sont organisés en direction des élus, ces derniers sont demandeurs mais il faut pouvoir avoir l'offre derrière. D'où l'intérêt des voyages pour les Bureaux d'études.

Jean-François LOUINEAU : Région Poitou-Charentes

L'ADEME et la Région ont organisé des voyage d'étude en 2006 dans le domaine de la construction → possibilité de faire la même chose en urbanisme si des volontaires se manifestent.

Sonia DARDE : DDE 17

La Caisse des Dépôts et Consignations a elle aussi organisé des voyages d'études.

Martine PHAM-QUOC : ARFtlv

Ces différentes initiatives soulèvent un problème de lisibilité des projets. Il serait nécessaire de trouver une consolidation.

Cyril GOMEL : DIREN

Problème du « carcan » de la législation. Mais il existe des évolutions dans la loi qui vont dans le sens d'un progrès, notamment celle de la responsabilisation du Maître d'ouvrage.

→ il existe des outils de progrès dans les textes de loi
- possibilité d'indicateurs d'évolution ? → journées d'échanges

Pascal DUBALLET : CAP

Problème : il existe plus de réseaux techniques au niveau du public

Jean-François LOUINEAU : Région Poitou-Charentes

Echanges – mutualisation – réseau

Jean-Pierre FERRAND

Soulève le Rôle du livre. Les bibliothèques pourraient intégrer des rayons « DD » ou « environnement ».

Les avis sont partagés : ne s'agit-il pas d'une documentation de spécialistes ?
Faire la différence entre information du public (citoyens, élus, etc.) et spécialistes.

Jean-Pierre FERRAND

Parmi l'ensemble de ces propositions, il met en avant l'exemple de l'IRPA en Bretagne. Une structure similaire pourrait voir le jour en Poitou-Charentes.

III - Conclusions

Solutions ?

- journée d'échanges : mieux préciser en amont la thématique avec les acteurs → nécessité de mettre en place des actions derrière.
- formation professionnelle : développement du niveau d'intervention (planification/opérationnel) ? sujet à prioriser : AUE ? EEIPPE ?
- mettre en place un réseau ? → réseau de « projection » qui n'existe pas encore, alors qu'il existe un réseau de réalisation. Le plus important est la mise en réseau des ressources.

IV - Synthèse

Problème : variété des thématiques

En externe des Bureaux d'études :

- commande publique à faire évoluer (attentes Etat + culture élus)
- accompagnement des élus

Embauche ?

pas prévu :

- problème de moyens (aucune coembauche)
- couper les partenariats si internalisation
- réel besoin ? / marché
- qui embaucher ?

ACTIONS

- **mise en réseau – échange – mutualisation – retour sur expérience**
Force : réseau existe entre les BE qui travaillent ensemble (réseau réalisation)
Faiblesses : peu de réseau sont concernés (réseau réflexion, projection)
Actions :
 - journée technique (Cf. Région)
 - base de données exemples + indicateurs d'évaluation
 - site Internet
 - forum/portail d'échanges sur thèmes porteurs
 - voyages d'études (Cf. Région)

} Problème du portage

- **formation des Bureaux d'études**

problème :

- ne savent pas ou sont les offres
- aucune offre en région

→ besoin à faire remonter (réseau ?) → ADEME, etc.

Sujets à prioriser : AUE, EEIPPE

- **travail sur les formations**

cohérence formation/marché à trouver

MAIS attention : la formation initiale est différente des compétences